

L'allocation de base comme stratégie de la Silicon-Valley
L'allocation de base : pathologie et effet d'un mouvement social — III
Johannes Mosmann

Il existe une contrainte au travail, qui est fondée dans la nature de l'être humain. Comment cette contrainte peut-elle être portée par la communauté de sorte qu'elle ne représente aucune contradiction pour la liberté ? Qu'est-ce que cela veut dire si le « libre travailleur spirituel » ne doit plus s'interroger sur les conditions de son revenu ? Les deux premières parties de la série ont montré qu'une réunion de l'économie et de la liberté est seulement possible lorsque le temps total de travail existant est partagé de manière telle que chacun puisse, à côté de son travail, suivre ses impulsions spirituelles. L'épisode III de la série rend évidente la manière dont ceci ne se trouve pas dans l'intérêt de nombreux possesseurs du capital. Ils ont besoin en effet de la scission de la société en chômeurs et travailleurs pour conserver leur propre pouvoir — et il s'activent directement pour cette raison à introduire une allocation inconditionnelle de base.

Les possesseurs de capital de la Silicon Valley considèrent le progrès technologique comme si celui-ci ne réduisait pas le temps de travail dans son ensemble, mais rendait certains êtres humains superflus. On peut suivre cela par le penser, car leur pouvoir repose précisément sur ce paradigme. Si donc dans l'avenir il n'y a plus assez de travail pour tous, la conclusion sera que ceux qui ne trouveraient pas de travail devraient être nourris de manière humaine. Le mouvement pour l'allocation de base suit cette logique et parle d'une « fin du plein-emploi ». Qu'avec cela à présent les « employés » se chargent eux-mêmes de la justification de leurs « employeurs » et le célèbrent comme une doctrine du salut, c'est le résultat de l'éducation par le système du travail gagne-pain [à la sueur de son front, *ndt*]. Chacun fait lui-même l'expérience de ceci, comment partout des êtres humains sont remplacés par des machines. Pourtant cette soi-disant preuve pour la « fin du plein-emploi » repose sur une duperie. On ne voit pas que l'automatisation et l'informatisation ne rendent pas en soi aucuns êtres humains chômeurs, c'est seulement au contraire l'adjonction du droit de propriété de ces institutions justement pour ces consortiums. Lorsqu'à l'intérieur d'un domaine économique clos pour la préparation des biens de consommations nécessaires dans l'ensemble, il faut « x » heures de travail par jour, il n'y a ni technique ni explication économique pour expliquer pourquoi ce nombre « x » n'est pas divisé par le nombre d'êtres humains capables de travailler dans ce domaine-là. Que les uns doivent travailler 12 heures, et les autres autorisés à ne pas travailler du tout, cela n'a aucune origine technique, mais résulte au contraire de nos conditions juridiques, tout particulièrement à cause de notre droit de propriété et de la réglementation actuelle du temps de travail.

Expérimentation juridique d'une allocation de base

Les partisans d'une allocation de base inconditionnelle renvoient volontiers à l'expérimentation juridique de l'allocation de base en Finlande. Moins connu dans ce(s) pays-ci [En Allemagne d'abord, certes, mais aussi la France, *ndt*], est la contre-expérimentation menée par le pays voisin, la Suède : celle-ci testa en parallèle à l'essai finnois, l'introduction de la journée de travail de 6 heures. L'expérience fut présentée par de nombreux journaux allemands comme un échec — sur la base d'un effet, sur lequel on eût dû aisément compter par avance : payer le même salaire pour moins d'heures de travail et donc devoir embaucher plus de collaborateurs cela fut plus coûteux pour les employeurs qui y prenaient part. D'un autre côté cependant, et cela était également prévisible, le taux de chômage baissa en Suède. On doit naturellement mettre en rapport ces deux points de vue, et de cette manière avec d'autres encore pour acquérir une image de l'effet économique d'ensemble provoqué par une réduction du temps de travail. À partir d'une pure perspective de gestion économique, une réduction du temps de travail n'a peut-être aucun sens ; mais au plan économique d'ensemble, c'est-à-dire en considération du bien-être de tous les participants, cela en a très bien un. Au lieu d'adapter les temps de travail individuels au temps de travail d'ensemble existant, les activistes de l'allocation de base et les techno-investisseurs scellent à présent la « fin du plein-emploi » — à l'aide d'un revenu minimum garanti par l'état. Ce serait une continuation foncièrement logique de l'évolution actuelle faussement engagée. Et certes moindrement à cause des coûts (apparemment) élevés du temps de travail réduit, mais surtout pour la raison que dans un plein emploi, l'instrument le plus important du *dumping* des salaires disparaîtrait : bref, la scission de la société en travailleurs et en chômeurs. Finalement la pénurie des postes de travail fait d'abord de la force du travail une denrée trop bon marché. L'introduction d'une allocation de base inconditionnelle — pour le moins dans les nations industrialisées — ne semble donc pas totalement irréaliste. Ainsi le calcule fermement le chef de *Tesla*, Elon Musk. Musk a obtenu 5 milliards de \$ de subventions fiscales, avec une fortune personnelle de 20 milliards de \$, il est un des 100 personnes les plus riches de cette planète et il est le patron de 13 000 subalternes. Toujours est-il que les emplois fixes américains, *Tesla* débourse, pour boulonner le nouveau et joli monde de l'auto pour quelques 15 \$ brut à

l'heure, pour un travail hebdomadaire qui va jusqu'à 72 heures. Au sujet d'un soutien pour l'allocation inconditionnelle de base, il remarque : « Mais je voudrais tirer au clair le fait que ce ne sont pas là des choses que je me souhaite, au contraire ce sont des choses dont je pense qu'elles arriveront vraisemblablement ».¹ « *Y combinator* », le plus gros incubateur de la Silicon Valley fait un pas de plus en avant. « *Y combinator* » rassemble des talents issus du monde entier, leur fournit un capital risque (concernant jusqu'à présent 1 464 entreprises), pour former ensuite les *start-ups* et, en association avec des *private-equity-Fonds*, à titre d'exemple, le « *Sequoia capital* » (*Apple, Google, Youtube*), en faire des consortiums mondiaux — et en riposte, afin d'acquérir les droits de propriété sur leurs technologies. Les capitalistes du risque déclarent ouvertement leur espoir de développer en définitive autant de « technologies disruptives » que possible, c'est-à-dire de détruire des infrastructures existantes et d'en mettre de nouvelles, plus rationnelles à leur place.² Prenons l'exemple d'*Amazon* : on ne veut pas seulement posséder une firme, mais plus encore, le marché en tant que tel, parce que l'on crée ainsi de nouvelles dépendances auxquelles personne ne peut plus échapper. Ces dépendances permettent ensuite de revendiquer, indépendamment des coûts effectifs ou des productions effectivement produites, des remises pour l'utilisation de l'infrastructure, ou selon le cas, pour la participation au marché. C'est une renaissance des institutions juridiques médiévales sous l'habillage du « *hipster* » californien et en tant que telle, une des causes principales du chômage. À présent les californiens veulent introduire l'allocation de base inconditionnelle. « *Y combinator* » dépense déjà une petite fortune pour cela. Pourquoi ? Parce que l'automatisation rend de plus en plus d'êtres humains superflus. La première phase d'essai est engagée actuellement : mille personnes choisies au hasard reçoivent de *Y combinator* pour 5 ans 1000 \$ par an — inconditionnellement. Ce n'est tout d'abord qu'un test, pour rassembler des informations sur les répercussions psychologiques. Pour lui — à savoir, le chef de la firme, Sam Altman — la chose n'est pas claire de savoir si, au moyen d'une allocation inconditionnelle de base, « le bonheur brut des gens est augmenté, ou bien si nous sommes nonobstant dépendants, eu égard au sens et à l'accomplissement, de notre travail ».³ Dans le cas où le test fournit les réponses attendues, l'allocation de base sera testée au niveau des états en collaboration avec les autorités US.

Se débarrasser des chômeurs

L'introduction de l'allocation inconditionnelle de base serait un *coup génial* [en français dans le texte, *ndt*] pour les techno-investisseurs : ce ne sont plus les possesseurs du capital, mais au contraire c'est le peuple qui scelle ainsi l'exploitation juridiquement privée du progrès technique. La large masse serait donc exclue durablement de l'accès au capital et aux moyens de production, mais tout en acclamant cet événement à l'instar d'une « liberté au lieu du plein-emploi ». Pour les dépendants d'une allocation de base inconditionnelle, la fin de la griserie viendrait bien vite, il est vrai : à savoir la possibilité de donner un sens à leur travail serait totalement perdue. Car c'est de cet accès-là au capital et aux moyens de production (et non pas, par exemple, de ce que « l'on ferait, si l'on était pourvue d'une allocation de base » que dépend la possibilité de s'acquitter d'un travail dotée d'une relevance sociale et de co-déterminer les conditions sociales. Sans accès au capital, l'être humain se voit dégradé en simple consommateur et excrété hors de la vie sociale. Avec l'aide de son allocation de base, il aurait ensuite, cela va de soi (sous réserve qu'il eût assez pour vivre) la « liberté » de faire quoi que ce soit ; il pourrait cultiver son jardin, écrire un poème ou faire n'importe quoi d'autre. Mais cela serait ensuite bien entendu sans importance au plan économique. Un travail ne devient social que dans l'instant où il sert de manière équitable les besoins des autres êtres humains, à savoir qu'il est en prise avec le processus mondial de division/partage du travail et crée donc ces conditions de valeur qui rendent possible la consommation, donc un revenu.

La manière dont l'individu détermine son activité n'est pas décisive dans la relation sociale, c'est au contraire l'ampleur dont il rencontre la possibilité de laisser son travail se voir déterminé à l'inverse par le processus économique du partage du travail. Pour cela, il est pourtant renvoyé à des instruments qui se trouvent, entre autre, en possession de Altman & Co. Et de cela, ceux-ci sont foncièrement bien conscients. Il s'agit justement avec l'allocation inconditionnelle de base de la question de savoir ce qu'on est censé faire avec tous les êtres humains aptes au travail employés qui, sur la base de l'adjonction du droit de propriété au capital et à la technologie sont excrétés en dehors de la société — et de minimiser dans le même temps les coûts de subsistance de ceux qui ne sont pas aptes au travail. En remplaçant les prestations sociales par une allocation de base inconditionnelle, on attrape deux mouches d'un seul coup de tapette.

¹ <http://www.businessinsider.de/elon-musk-universal-basic-income-2017-2?r=US&IR=T>

² Christopher Kees : *Silicon Valley : Ce qui vient à nous depuis la vallée la plus puissante du monde*, Munich 2014, pp.133 et suiv.

³ <http://www.businessinsider.de/y-combinator-basic-income-test-2017-9?r=US&IR=T>

Il serait au contraire social de garantir, à ceux qui ne peuvent plus collaborer au travail, un revenu essentiellement plus élevé qu'une allocation de base, et d'un autre côté, de mettre ceux qui sont aptes au travail en situation de pouvoir réellement collaborer à la société. À l'encontre de cela se trouvent les intérêts particuliers de ceux qui, sur la base des circonstances juridiques actuelles, peuvent être considérés comme propriétaires d'un poste de travail. Cela se calcule à partir des perspectives avec lesquelles cela pourrait continuer de se former — pour préciser, lorsqu'un groupe travaille de nombreuses heures chaque jour au moyen de production, tandis que l'autre ne prend pas part du tout part à ce travail, mais au contraire se voit nourri par nécessité au moyen d'une allocation de base de l'état et en plus la question de la subsistance équitable de ceux qui ne sont pas aptes au travail ou atteignent l'âge de la retraite — ou selon le cas si cela leur échappe totalement.

Les deux motifs du travail gagne-pain

Le système du travail gagne-pain connaît deux motifs pour travailler : soit l'être humain travaille pour ce qu'il reçoit *après* son travail, et donc pour le salaire ou bien il veut se réaliser lui-même à l'intérieur de son travail. Le mouvement pour une allocation de base inconditionnelle reprend ce paradigme et le pousse au sommet, en redéfinissant, d'une part, le concept de travail comme ce qui apparaît à lui-même comme sensé et considère, d'autre part, l'allocation inconditionnelle de base comme un moyen de pression pour exiger des possesseurs du capital des salaires plus élevés pour le « travail de merde [*Dreckarbeit*] » (quant à savoir réellement si ce dernier intervient ou bien si la pression n'agissait pas plutôt dans la direction inverse, la question reste posée jusqu'à nouvel ordre)

Les deux instigations, réalisation de soi et salaire plus élevé, sont en tout cas des motifs égoïstes — égoïstes au sens que dans les deux cas, la pulsion repose dans l'enrichissement du Je : comme enrichissement *matériel* (salaire) ou selon le cas celui de la *vie de l'âme* (accomplissement du sens). Que l'on puisse vendre la prétendue perspective d'une augmentation de salaire comme un « surmontement du travail gagne-pain », c'est naturellement curieux. En tout cas le mouvement pour une allocation de base inconditionnelle ne croit conséquemment pas que l'être humain puisse être motivé au travail par quelque chose d'autre que par l'égoïsme.

Le surmontement du travail gagne-pain

Il existe encore un troisième motif — et l'on doit être prêt à construire sur celui-ci, pour surmonter effectivement le système du travail gagne-pain. Pour cela on devrait bien entendu entrer immédiatement dans ces idéaux, avec lesquels le mouvement de l'allocation de base veut faire purement et simplement un mandat étatique savoureux [et « juteux » pour les GAFA, *ndt*]. C'est-à-dire que l'on voudrait partir tout d'abord du fait que l'être humain ne dispose pas seulement d'une instigation égoïste, mais surtout encore d'une instigation sociale au véritable sens du terme, de sorte que l'on pût se représenter qu'il ne s'efforcera, si son revenu est assuré, ni à une augmentation de salaire en dédommagement du « travail merdique » à faire, ni à la réalisation de soi dans le laps de temps qui lui est imparti dans son travail, mais tenterait au contraire de réaliser autrui à l'intérieur du temps de travail, à savoir de satisfaire les besoins d'autrui et de s'acquitter du « travail de merde ». Celui-ci serait *lui même* le motif immédiat, par ce que la valeur du travail ne serait pas mesurée à ce qu'on gagne soi-même par le travail, mais au contraire à la valeur concrète que le travail possède pour les besoins corporels de l'humanité sur la Terre. Ce n'est plus l'égoïsme, mais au contraire l'altruisme qui aiguillonnerait alors l'être humain au travail.

Celui qui tient cela pour utopique, c'est parce que le contact lui fait défaut avec ce qu'on appelle les « gens » simples, avec précisément ces êtres humains-là dont le sentiment du droit se révèle souvent blessé par les revendications du mouvement de l'allocation de base.⁴ Chez ces gens, on peut réellement éprouver l'altruisme, pour préciser, quand bien même il puisse être recouvert par toutes sortes de motifs égoïstes. On peut observer, par exemple dans l'industrie productive de mauvaises choses, à commencer par l'angoisse existentielle des employés jusqu'au mésusage de drogues pendant le temps de travail. Mais on peut aussi observer encore quelque chose d'autre : les êtres humains mesurent le sens de leur travail non pas seulement au salaire, ni déjà pas du tout en un quelconque « accomplissement », mais au contraire directement dans ce que représente la valeur du produit final pour d'autres êtres humains. En règle général ils sont fiers de ne pas agir dans une libre disposition de soi pendant un certain temps de la journée, mais de laisser déterminer leur action, au contraire par les nécessités de la vie en société. Naturellement que chacun lutte pour survivre, et personne n'affirmerait de soi qu'il se manifesterait au travail sans perspective de salaire. Dans l'impétuosité,

⁴ Voir Johannes Mosman : *La dépendance du revenu du travail humain*, dans *Die Drei* 1-2/2018, p.11. [Traduit en français et disponible sur simple demande sans plus auprès du traducteur, *ndt*].

dans tout le pétrin et la puanteur, on ne peut trouver aucun sens ou accomplissement. Mais pour cela la conscience vit que la valeur de son propre travail est définie par les besoins d'autrui, et pas du fait qu'elle puisse encore être mesurée par un « sens » qui aille bien au-delà pour le déploiement de sa propre personnalité.

L'altruisme réellement existant

Ce même altruisme on le rencontre dans toutes les couches de la société, et donc aussi chez ceux qui ont le pouvoir. Ce qui est exprimée ci-dessus de manière critique à l'encontre de la forme actuelle du capitalisme, n'est pas en contradiction avec le fait que, d'un autre côté, les impulsions contraires vivent aussi dans les âmes de ceux qui possèdent le capital. « L'opinion publique » a la vue très courte relativement à ceci. On tient pour entendu que des motifs d'ensemble, par exemple ceux d'un *manager* de consortium, se meuvent quelque part entre la cupidité envers la richesse matérielle et la création d'un monument personnel [à cet égard l'ouvrage extraordinaire d'Eric Reger, qui concerne la « *culasse* » du cœur de la Ruhr », et dont l'action se déroule entre 1918 et 1931, *L'union de la main ferme* est monument exemplaire à ce sujet. *ndt*]. On ne voit pas l'élément tiers : les *managers* les plus capables s'identifient directement avec les contextes humains dont ils sont responsables et retirent le sens de leur activité directement l'évolution prospère de ces contextes. [par contre, quand cette évolution (économique, bien sûr) n'est plus prospère et que l'on démonte les usines sur une fin de semaine et qu'on les délocalise en Chine cela est dû aux circonstances du marché ou de la conjoncture toujours sacré(e)! Je n'ai jamais vu de *managers* français déclarer que c'est de sa faute et se faire hara-kiri comme au Japon *ndt*].

L'altruisme est donc toute une force réelle dans la vie sociétale [tiens !, on est passé de l'économie à la société...et là d'accord ! *ndt*] — seulement il est partout recouvert par des instigations contraires. Si l'on voulait maintenant prendre au sérieux les idéaux du mouvement de l'allocation de base, on devrait tout d'abord commencer à construire ni sur le salaire ni sur l'effort de réalisation de soi, mais sur cet altruisme qui est rendu presque méconnaissable en étant recouvert actuellement par tant d'intérêts égoïstes en l'encourageant dans la pratique. On doit penser de manière populairement pédagogique. La dernière chose à laquelle on échoirait serait de créer un nuage artificiel autour des sentiments sociaux au moyen de la stimulation des intérêts personnels, en posant la question : « Que ferais-tu, si tu étais pourvu de ton revenu ? » On mettrait beaucoup plus à côté de l'altruisme déjà existant des institutions immédiatement pratiques, par lesquelles il pourrait se vivre à fond en se renforçant — des institutions, qui permettent de devoir rechercher le sens du travail directement, non pas dans l'âme personnelle, mais au contraire de reconnaître le sens de ce travail dans son importance pour l'humanité. Ces institutions pratiques seraient entre autre une configuration conforme à l'époque du droit de propriété, une des réalités correspondant à la réglementation du travail et en particulier un élargissement de l'économie de marché autour de processus communicatifs, qui améliorent l'orientation des besoins de la production et rendent solvable le « problème de son pilotage ».

Séparation du travail et du revenu

Notre droit de propriété permet qu'à l'employeur appartiennent d'avance les productions du travail de ceux qui travaillent pour lui. Du montant de la recette, il cède aux producteurs quelque chose en retour. Ce partage de la recette forcé par le droit de propriété n'est pas considéré comme tel, parce qu'en effet il est présupposé : qu'au propriétaire n'appartient pas seulement l'entreprise, mais surtout le produit fini. Ainsi l'illusion prend naissance que l'entrepreneur ne partagerait pas la recette mais achèterait par un acte totalement nouveau la force de travail du producteur. Au plan des faits, il n'achète pas de force de travail, mais au contraire les produits du travail pour les revendre ensuite. Mais parce que l'état définit que le produit du producteur se trouvant toujours d'emblée en possession de l'entrepreneur, celui-ci peut déterminer à présent, tout seul, le proportion de la répartition de la recette — et crée donc l'illusion du caractère de marchandise du travail.⁵

L'être humain qui travaille se voit ainsi coupé du but de son propre travail et doit au lieu de cela s'orienter sur le « salaire » qu'il reçoit du propriétaire de son poste de travail. Avec cela se dispose, à côté du marché des denrées, un second « marché » : ce qu'on appelle le « marché du travail ». Le propriétaire du poste de travail apparaît sur ce marché(-d'apparence) comme un « employeur », et de fait celui qui donne effectivement du travail, l'être humain qui travaille donc, par contre, comme « prenant ce travail ». Pour finir ce dernier « prend » finalement l'autorisation de travailler de l'employeur. Parce que ce poste de travail est en même temps un poste de revenu, l'être humain qui travaille développe un intérêt, qui s'est détaché du but du travail, vers « ce qu'il reçoit » de son propre poste de travail. La situation grotesque prend naissance que l'être humain doit lutter pour le travail en tant que tel, indépendamment du sens de ce travail.

⁵ Voir Stephan Eisenhut : *La loi sociale principale et le financement du libre travail spirituel* dans *Die Drei* 6/2017, pp.64 et suiv. [Traduit en français et disponible sur simple demande sans plus auprès du traducteur, *ndt*]

Le travail en soi n'a nonobstant aucun sens. Il le reçoit par le besoin qu'il sert à chaque fois. Aussi longtemps que l'on considère le travail lui-même comme une « marchandise » et conséquemment pour le « prix » que l'on doit marchander pour cette prétendue marchandise, ce fait concret est voilé. La lutte salariale, à savoir l'égoïsme, est fait force de propulsion de l'économie. On doit d'abord rompre la construction de notre actuel droit de propriété si les contextes réels, purement économiques, sont censés devenir visibles. Ensuite il n'y aurait plus personne, à qui l'on pût vendre son travail. On aurait alors bien plus à faire dans chaque firme à un entrelacs de relations d'êtres humains travaillant ensemble, parmi lesquels chacun justement apporte sa prestation. Étant donné que l'on ne peut vendre son travail à personne et conséquemment aussi on ne peut exiger de revenu de personne, on aura donc à conclure deux sortes de contrat, un contrat pour prestation et service rendu en échange au sens réel (« moi, je soude les platines ensemble, toi tu gères l'entreprise, etc. ») et dans un second contrat sur le partage de ce qui est rapporté par la production économique en commun. On n'échange plus dès lors le « travail » contre de l'argent, mais prestation contre production. Cela a toujours été sans plus déjà le processus réel — mais désormais la réalité économique et le processus contractuel sont mis en coïncidence.

De ce fait, la cause elle-même, à savoir le produit, respectivement la satisfaction des besoins des autres êtres humains, se voit remise en centre du travail. Dans le même temps, l'être humain qui travaille perd son intérêt [exclusif, au moins, dans un premier temps, *ndt*] dans le revenu de son poste de travail. Aussitôt que le revenu, pour préciser est vécu dans sa réalité économique, c'est-à-dire comme quotient de la production globale, auquel on contribue par son propre travail et auquel l'être humain qui travaille doit s'efforcer directement, de sorte que des postes de travail ne prennent seulement naissance là où ils correspondent aux conditions de consommation et disparaissent, en revanche, là où ces postes ne le font plus. Maintenir des postes de travail, qui ne sont pas justifiés par la situation économique mondiale dans son ensemble, avec l'aide des moyens fiscaux artificiels, ou bien même au moyen d'une allocation de base totalement découplée de la demande, afin que le travail fût aménagé pour l'amour de lui-même, c'est la quintessence de la stupidité.

Allocation de base pour tous ?

Il va de soi que tout un chacun a un intérêt dans l'assurance la plus grande possible de son revenu, indépendamment du lieu où son travail est utile dans l'ensemble de l'organisme économique. Une telle sûreté ne peut néanmoins pas être du tout atteinte directement dans une économie du partage du travail au moyen du maintien artificiel d'activités qui ne sont pas demandées, mais au contraire seulement au moyen du fait que chacun oriente son activité sur la situation du besoin, pour laquelle à son tour l'événementiel du prix est un indicateur important. Si on y réussit chacun a donc simplement un revenu de sorte qu'il est toujours exactement à l'endroit où il est au mieux capable de satisfaire les besoins des autres. Personne ne travaillera plus pour lui, mais tout un chacun travaillera pour les autres — ce par quoi tout un chacun disposera d'une « allocation de base », indépendante de la nature de son activité actuelle. Mais cela veut dire que travail et revenu seraient séparés.

Celui qui veut continuer de penser dans cette direction devra sortir aussi bien au-delà du concept d'économie sociale de marché. Ce concept compte bien entendu sur un point déjà avec les conformités aux lois de l'économie de la division/partage du travail, dans la mesure où, pour préciser cela, la formation du prix est reconnue comme ce faisant sur un « marché » selon la loi de l'offre et de la demande. L'erreur de l'économie sociale de marché ne repose pas, par exemple, dans le fait qu'elle laisse agir chaque loi ou qu'elle souhaiterait « trop peu » réguler, mais au contraire dans le fait qu'elle n'est pas capable de mettre le marché en ordre dans toute l'ampleur de sa dimension ni dans son contexte conforme à la nature. Le soi-disant « mécanisme du marché » ne décrit effectivement qu'une « tranche » des cohérences de conformités aux lois de l'événementiel du marché. Pour pénétrer le processus économique d'une manière conforme aux exigences de la conscience, on doit, d'une part, approfondir ces cohérences et d'autre part, avoir libéré le marché, des influences qui lui sont étrangères et qui le corrompent actuellement tout en défigurant la formation du prix. La manière dont cela peut procéder, sera traité dans le prochain épisode de cette série.

Die Drei 4/2018.

(Traduction Daniel Kmiecik)